

ECONOMIE GENERALE
ECONOMIE D'ENTREPRISE ET DROIT
SERIES : G1-G2

Document 1 : L'ECONOMIE AFRICAINE TIREE PAR LE COMMERCE MONDIAL

L'Afrique reste encore très dépendante de l'économie mondiale et du prix des matières premières.

Comme l'indique la Banque africaine de développement dans un rapport présenté lundi sur les perspectives économiques du continent pour 2010 et 2011 : « la croissance a été laminée, passant d'un taux moyen d'environ 6 % en 2006-2008 à 2,5 % en 2009 avec un PIB par habitant pratiquement au point mort ».

Le ralentissement a frappé de plein fouet les mines, l'industrie manufacturière et le tourisme, trois secteurs très sensibles aux soubresauts internationaux. Ceci ayant entraîné une baisse des exportations (2,5 % en 2009, 30% en valeur), l'effondrement du prix des matières premières, moins de revenus issus des travailleurs expatriés et une diminution d'un tiers des investissements directs étrangers. « En même temps, l'Afrique a été plus résistante, notamment grâce à des fondamentaux macroéconomiques beaucoup plus solides, que lors des précédentes crises dans les années 1990, relève Alberto Amurgo Pacheco, économiste à l'OCDE. L'inflation est bien mieux maîtrisée, les réserves monétaires et les balances courantes plus positives. » Certains pays, comme l'Afrique du Sud et l'Egypte, ont ainsi pu mener des politiques de relance budgétaire et monétaire pour résister à la crise. A noter aussi le rôle positif de l'aide publique au développement qui n'a pas diminué, et le service de la dette qui s'est amélioré grâce aux allègements consentis par le fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui ont en outre octroyé plusieurs prêts.

La banque s'inquiète en revanche des retombées de la crise sur les niveaux de pauvreté, qui compromettent l'Objectif du Millénaire du Développement (OMD) fixé par les nations unies pour réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015. La BAD chiffre « à environ 50 milliards de dollars supplémentaires par an le besoin de financement pour parvenir aux taux de croissance du PIB nécessaires à la réalisation ».

Tablant sur une reprise confirmée de l'économie mondiale, portée par le moteur chinois, et un maintien du prix des matières premières à des niveaux satisfaisants, la BAD prévoit 4,5% de croissance en 2010 et 5,2 % en 2011. Pays le plus touché en 2009, l'Afrique du Sud devrait se reprendre progressivement portée par l'effet Coupe du monde de football.

Parmi les plus dynamiques, figurent des économies agricoles comme l'Ethiopie (9,7 % décroissance en 2010) et l'Ouganda (7.4 %) ou des richesses minières et pétrolières, notamment

l'Angola (7.4 %) et la République Démocratique du Congo. Restera à la traîne Madagascar, qui ne parvient pas à sortir de ses problèmes politiques.

Pour assurer son développement, l'Afrique doit mobiliser davantage ses propres ressources, diversifier ses marchés d'exportations et développer le commerce intra régional. « Elle doit notamment exploiter son potentiel fiscal », ajoute l'expert de l'OCDE, qui compare les recettes fiscales du continent, environ 450 dollars par habitant aux 41 dollars que représente le montant de l'aide.

Encore faut-il pour cela lever plusieurs freins structurels récurrents, comme les problèmes de corruption et de gouvernance mais aussi la santé, l'éducation, l'énergie et plus globalement les inégalités.

Source : le Figaro, du 24/05/2010.

Auteur : Anne CHEYVIALLE.

Document 2 : RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE EN 2011

(...) Dans l'édition 2011 du Rapport de suivi mondial, qui a cette année pour thème « Améliorer les perspectives d'atteindre les OMD », les deux institutions se penchent sur les résultats obtenus à cet égard par les pays et en brossent un tableau à la fois contrasté mais, dans bien des cas, encourageant. En ce qui concerne, par exemple, les pays qui ne sont pas en passe d'atteindre les Objectifs de Développement pour le Millénaire (OMD), le rapport révèle que la moitié d'entre eux sont proches de l'être et que , moyennant de meilleures politiques et une plus forte croissance, ils sont encore en mesure de réaliser ces objectifs d'ici l'échéance de 2015 ou peu de temps après. (...)

Globalement, des progrès satisfaisants ont été faits sur le front de la lutte contre la pauvreté. Sur la base des projections économiques actuelles, le monde reste en passe de réduire de moitié le nombre d'êtres humains vivant dans une situation d'extrême pauvreté. Selon ces projections, le nombre de personnes qui ont moins de 1,25 dollar par jour pour vivre devrait en effet se situer en 2015 à 883 millions, alors qu'il était de 1,4 milliard en 2005 et de 1,88 milliard en 1990. Cette avancée reflète pour une bonne part l'essor rapide des économies de la chine et de l'Inde, beaucoup de pays africains accusant par ailleurs du retard : 17 de ces pays sont loin de l'objectif de réduction de moitié de l'extrême pauvreté, alors même que l'objectif est destinée à être globalement atteint.

Il est également probable que les pays en développement atteindront les cibles fixées en matière de parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire et pour l'accès à l'eau potable , et qu'ils en seront très proches pour ce qui est de la lutte contre la faim et de l'achèvement du cycle d'enseignement primaire . Mais les progrès réalisés dans d'autres domaines sont lents, et les cibles correspondantes risquent de ne pas être atteintes. C'est le cas pour l'accès à l'assainissement, 45 % des pays en développement étant loin de pouvoir atteindre la cible. De même pour la réduction de la mortalité maternelle et de la mortalité infantile, le pourcentage de pays qui accusent du retard s'établissant respectivement à 39 et 38 %.

« De bonnes politiques macroéconomiques restent cruciales pour progresser dans le sens des ODM », a souligné Hugh Bredenkamp, directeur adjoint du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FM.

« dans les pays à faible revenu , le problème est de maintenir et d'accélérer le rythme de croissance par de meilleurs politiques qui permettent de créer des emplois et d'accroître les opportunités pour le secteur privé. Les pays avancés doivent jouer le rôle qui est le leur pour assurer la reprise au plan mondial, en faisant en sorte de réparer et réformer leurs systèmes financiers et de s'attaquer à leurs déséquilibres budgétaires. »

Dans certains pays, il importera de privilégier l'appui en faveur de ceux qui font partie des catégories sociales marginalisées de par le monde : populations autochtones, minorités ethniques, groupes linguistiques et autres. Dans la plupart des cas, les indicateurs de réalisation des ODM se situent, pour ces catégories, à des niveaux bien inférieurs à ce qu'ils sont pour l'ensemble de la population, surtout en ce qui concerne la pauvreté monétaire.

Pour donner une meilleure idée des résultats sur le terrain, le rapport présente les conclusions et leçons qui ressortent d'études d'impact en matière de santé et d'éducation. Ce que ces études révèlent dans bien des cas, c'est l'aide au développement en matière de santé et d'éducation a atteint des niveaux sans précédent en termes de volume, mais n'a pas abouti aux progrès escomptés sur le plan des résultats. Comme l'a expliqué Delfin Go, économiste principal à la banque mondiale et principal auteur du rapport : « Certains résultats en matière de santé et d'éducation sont décevants, en partie du fait que les dépenses effectuées ont surtout visé à accroître la quantité de services, sans prêter suffisamment attention à la qualité... »

Brad McDonald, chef de division adjoint et coordinateur du rapport au FMI, a pour sa part mis l'accent sur le fait que la croissance économique reste un facteur essentiel pour la réalisation des ODM.

« Bien que la crise récente ait contrecarré les progrès réalisés », a-t-il dit, « beaucoup de pays à faible revenu qui avaient en place de solides politiques macroéconomiques ont été à même d'amortir l'impact de la crise au moyen de mesures énergétiques en matière de fiscalité et de dépenses ».

Pour redonner de l'élan au processus de réalisation des ODM, un effort de coopération internationale s'impose sur tous plans. D'une part, les pays à faible revenu en particulier devront pouvoir compter sur un contexte économique solide et stable au plan mondial pour poursuivre leur croissance.

D'autre part, des mesures devront être prises pour aider ces pays à atteindre et maintenir un rythme plus soutenu de croissance, et à pourvoir ainsi rétablir leurs marges de manœuvre en termes de politiques macroéconomiques. Enfin, les Etats fragiles sont ceux qui accusent le plus de retard vis-à-vis des ODM,

et un appui supplémentaire doit leur être fourni en vue de contribuer au renforcement de leurs institutions et de les aider à entrer dans un cercle vertueux où se conjugueront le développement, la paix et la sécurité.

Source : Banque Mondiale, rapport sur le développement,
Communiqué de presse n° : 2011/432/DEC.

QUESTIONS

A l'aide du texte et de vos connaissances, répondez aux questions :

ECONOMIE GENERALE

- 1) Définissez :
 - a) la croissance économique ;
 - b) le service de la dette ;
 - c) l'inflation
 - d) la balance des transactions courantes.
- 2) a) quelles sont les causes du ralentissement de la croissance économique des pays africains ?
b) comment ces pays ont-ils surmonté ces difficultés ?
- 3) expliquez les stratégies de développement suivantes :
 - a) la stratégie de développement suivant :
 - b) la stratégie de substitution aux importations.

ECONOMIE D'ENTREPRISE

- 1) définissez :
 - a) Le recrutement externe ;
 - b) Le pilotage ;
 - c) Le métier de l'entreprise ;
 - d) La stratégie d'écroulement.
- 2) Quels sont les avantages et les inconvénients de la croissance externe ?
- 3) Expliquez la théorie X et Y de Mac Grégor.

DROIT

- 1) Définissez :
 - a) Le contrat de transport
 - b) Le contrat solennel ;
 - c) Le consentement ;
 - d) Le lock-out.
- 2) Quels sont les éléments constitutifs du contrat de travail ?
- 3) Quelles sont les obligations du locataire dans le contrat de bail commercial ?